

LAÏCITE ET VALEURS DE LA REPUBLIQUE
Actes de l'Assemblée plénière du Conseil de Provence (extraits)
7 décembre 2017

Extrait de l'allocution d'Alain Cabras, Directeur de l'Association Artemis (Marseille) :

Madame la Présidente, Monsieur le Président MONGEREAU, Mesdames et Messieurs les élus, Mesdames et Messieurs de la société civile organisée (...), je vais intervenir devant vous sur un pari : le pari de lier un mot désormais ancien, « *laïcité* », et l'innovation, c'est-à-dire des pistes de réflexion prospective, voire même ouvrir des perspectives.

Que faire de ce mot intraduisible dans quasiment l'ensemble des langues du monde entier et que les Français ont tant de mal à comprendre de manière fluide ici même ?

D'un passé, qui n'est pas si lointain, nous viennent des textes républicains, ceux de 1905 – il y a 112 ans – ceux de 2004 – quelques années – qui, à force d'être considérés comme socle de nos valeurs (une valeur étant un principe de vie qui guide une action, nous avons donc tous des valeurs), qui, à force de poser nos valeurs comme centrales de toute cohésion, ont été quasiment sacralisés ?

Que faire de ce mot qui, pour la plupart des républicains aujourd'hui, est un mot sacré (et qui dit « *sacré* » dit « *sacrilège* » et dit « *sacrifice* »), est-ce une règle ?

Cette idée folle aux yeux de la plupart des États, des peuples et des intellectuels du monde entier, chez nous, a la prétention de nous dire comment bien vivre en commun, de nous dire comment essayer de construire ce fameux vivre ensemble, dont l'expression – et là, c'est le praticien qui parle – est de plus en plus urticante, voire irritante, dans les milieux professionnels ? Car déjà, vivre avec son voisin est difficile... Poser et imposer une injonction du vivre ensemble est souvent considéré comme impossible.

Que faire de ce mot selon lequel la neutralité s'appliquerait à certaines catégories de la population (les agents des trois fonctions publiques françaises ou les apparentés, les stagiaires), mais pas aux usagers, pas au citoyen lambda ? Depuis le 8 août 2005, il s'appliquerait désormais, c'est possible, aux entreprises, aux sociétés privées, qu'elles soient associatives, O.N.G., entrepreneuriales...

Enfin, que faire de ce mot si important dans notre culture qui a quasiment été institué désormais comme – je vais employer un terme qui fera peut-être "sauter des gens au plafond" – une religion civique ? Car c'est un ciment, et à la base de toute civilisation, il y a toujours du religieux qui cimente. Aujourd'hui, il semblerait que la laïcité soit ce ciment.

Que faire de tout ceci et pourquoi je pose la question à répétition au moment où de manière un peu sidérante, nous vivons quelque chose que nous n'avions pas prévu : il y a quinze ou vingt ans, des gens ont commencé à dire « *vous savez, à la question que vous avez toujours posé qui des droits des Dieux ou des droits de l'homme l'emportent, nous avons choisi que c'était Dieu et plus l'homme* ».

Là, le corps social français, les populations qui composent notre pays, croyantes, incroyantes, athées, agnostiques, indifférentes, sont sidérées. Comment se fait-il que cette question encore aujourd'hui revienne alors que nous pensions l'avoir définitivement réglée entre 1789 et 1905 ?

Je passerai sur l'actualité qui ramène cela de manière brutale, car vous la connaissez... Cela faisait des décennies, deux grosses décennies, que la contestation de la laïcité couvait mais, depuis 1989, on s'interroge. Que faire de ces jeunes collégiennes qui, soudain, arrivent à l'école avec un voile ? De ces femmes ou ces hommes qui arrivaient avec la croix de Madonna à la poitrine ? De ces kippas qui soudain pouvaient ressurgir ? De ces demandes de congés exceptionnels pour l'enfant pour ne pas faire ses devoirs ou aller aux devoirs surveillés le samedi ou ne pas venir le vendredi après-midi ?

Bref, entre ce moment-là et le 19 mars 2012 – date à laquelle un islamiste va abattre des soldats français pour des raisons de confession et aussi d'uniforme de l'armée (et il abattra un musulman et un juif), puis des petits enfants dans une école juive à Toulouse – puis jusqu'à l'accélération encore plus vertigineuse qui nous a saisis dès janvier 2015, avec tout ce que vous savez déjà – Charlie, l'Hypercashier, Daesh, le Bataclan, Nice, Saint-Étienne-du-Rouvray, les minutes de silence contestées, les arbres et les plaques de la laïcité brûlées ou arrachées, les prières de rue que l'on connaissait, mais qui soudain deviennent visibles, les discours de part et d'autres qui deviennent de plus en plus violents – deux camps vont surgir.

Je souhaite l'évoquer car cela déterminera les raisons pour lesquelles je me permets trois pistes. Deux camps que vous connaissez : ceux qui vont s'autoproclamer les grands défenseurs de l'esprit laïc, ce grand esprit, que l'on pourra peut-être appeler (quand on n'est pas d'accord avec eux) des "laïcards", et qui vont soudain soulever un grand bouclier – s'il y a des rugbymen dans la salle – je le qualifierais... de Brennus ce bouclier. Ils vont donc le soulever, sortant un peu du grenier parce que les étudiants, les jeunes disent aujourd'hui que c'est un peu poussiéreux tout cela... Ils vont le sortir en disant que c'est le grand protecteur de notre société. C'est le bouclier ultime face aux attaques dans l'espace public dont la neutralité laïque est l'objet. Ils diront et ils disent encore qu'« *il faut que tout l'espace public soit neutre* ». Et, quand on dit « *neutre* », on dit qu'il faut qu'il soit « *neutralisé* ».

Madame la Présidente, vous avez dit tout à l'heure qu'il vous fallait des choses qui soient concrètes, qu'il vous faut du concret. « *Concret* »... « *Qu'on crée* » !

Quand on s'amuse à dire un mot, « *neutre* », cela veut dire que la dynamique, c'est la « *neutralisation* ». Comment neutraliser ? Le légal, c'est bien. Mais le légitime, comment est-ce ? Dans mon métier, c'est tous les jours que l'on nous pose la question : « *Monsieur, la loi, je la connais. Comment pratiquer sans briser l'harmonie, sans briser l'équipe ?* ». C'est le premier point.

D'un côté donc, les défenseurs d'une totale neutralisation de l'espace public au détriment même de l'esprit de la loi de 1905 – ce dont nous pourrions débattre... – et, en face, les ennemis jurés de la laïcité parce qu'ennemis jurés de la République, de la démocratie, de cette nation au sein de laquelle, quand on veut y appartenir, il faut épouser l'ensemble de son histoire et pas simplement tel ou tel morceau.

Le citoyen français apprend à l'école qu'il doit connaître et faire sien l'ensemble d'une histoire, et pas de manière partielle, pas de manière partielle. Ces ennemis-là, le terrorisme islamique, ces revendications contre la laïcité écrites noire sur blanc dans les tracts de Daesh au lendemain de tous les attentats que nous avons eus, empoisonnent, interpellent, interrogent, questionnent nos entreprises, nos O.N.G., nos services publics, nos quartiers, et – désolé de le dire ici, mais nous le savons tous très bien – nos écoles, nos collèges, nos lycées, nos universités...

Car le débat existe, même s'il n'est pas toujours de bon ton de le dire, entre ceux que l'on appellera les identitaires et ceux que l'on appellera les islamistes ou alors les islamo-gauchistes, etc. Comment garder la tête froide, comment être raisonnable et raisonné pour aborder ce sujet ? Il y a dans la salle des sachants sur ce sujet – et je veux en citer un parce que je parle sous son autorité sur ce plan-là – comme Jean-Charles Jauffret, qui savent très bien qu'aujourd'hui on se pose des questions affolantes, affolées, angoissées, sur la laïcité, parce que l'on dit qu'il y a deux écoles, deux grands discours, mais qui savent qu'en 1905, il y avait au moins quatre laïcités qui s'opposaient.

Certes, cela ne va pas nous consoler. Certes, cela ne va pas relativiser notre douleur. Mais soyons conscients qu'à chaque époque, c'était difficile, et qu'en 1905, quand cette loi est prise, elle est prise dans le cadre d'une affaire un peu plus grande encore qui s'appelait l'affaire Dreyfus. Aujourd'hui, ce n'est pas parce que nous n'aurions que deux grands pans de la laïcité qui s'affrontent et que nous essayons de vivre entre les deux que cela va amoindrir notre questionnement.

Première question que l'on se pose avant d'aborder des pistes : est-ce que je suis pertinent et capable de parler de laïcité future alors que bien souvent, on pense qu'elle est dépassée ? Si elle est dépassée, est-ce que cela signifie que la laïcité est archaïque ? Je me permettrai de faire de l'étymologie facile : « *archaïque* » vient du mot grec « *in arkhé* », qui signifie « *socle* ». Si la laïcité est le socle, de quoi est-elle le socle et n'est-elle qu'un socle ? Première chose.

Deuxième chose que je voudrais poser comme question pour parler d'avenir ensuite. Je suis un pèlerin professionnellement. Un pèlerin est celui qui pèle, qui se pèle et qui pèle les autres – pas le « *pèle* » marseillais où l'on a froid, mais celui qui enlève des peaux. En tant que pèlerin, la deuxième question que je me pose est la suivante : est-ce que la laïcité a encore quelque chose à nous dire sur notre façon future de voir le bien commun, la vie commune, la « chose commune », hugolienne, à l'heure du smartphone, à l'heure des grandes révolutions neurosciences, à l'heure de l'arrivée de l'intelligence artificielle, interculturelle, relationnelle, émotionnelle, toutes ces intelligences qui arrivent ? Vous savez tous que le mot « *intelligence* », ce n'est que l'adaptation du mental à un contexte...

Alors, je vais me permettre de vous répondre « oui » pour trois raisons. La première raison, c'est que je pense – et c'est la première piste que je soumettrai à votre réflexion – que la laïcité – ce principe de vie collective, nous sommes d'accord – est le cadre dans lequel nous allons pouvoir appréhender, chez nous, la mondialisation avec ses diversités, ses interrogations, ses croisements d'identité.

Je dis ceci parce que l'on ne peut plus – et c'est une conviction que je pose, je ne sais pas si elle sera partagée – laisser aux seuls juristes la défense du cadre. Ils n'en peuvent plus et ils ont raison. Je le dis autrement : on ne peut plus laisser au seul droit, au légal, la seule réponse possible. Cela signifie qu'il faudra que nous ayons le courage de nommer le cadre. Vous me direz alors : « *C'est facile : c'est la république une et indivisible ! C'est la laïcité.* » Il se trouve qu'hier et avant-hier, je formais, à l'hôpital Charcot en région parisienne, des psys, des formateurs, des animateurs, des éducateurs qui me disaient : « *Vous savez, ici, c'est la laïcité, mais mes collègues viennent, et l'une écoute l'évangéliste, la prière le dimanche à fond, et l'autre est voilée.* » Et que dit l'encadrement ? « *Ah ! Monsieur, nous ne pouvons plus faire remonter cela, nous ne sommes plus crédibles.* » Je vous dis les choses, et c'est vérifiable.

Il va donc falloir que l'on nomme le cadre, mais que veut dire nommer le cadre ? Partout où je passe, je demande : « *Dans quel cadre êtes-vous dans votre entreprise ?* »... La France est dans quel cadre ? Comment appréhende-t-on les cultures ? Nous sommes dans un cadre pluriculturel, multiculturel ou interculturel ? « *Oh, là, là, il nous donne mal à la tête* », direz-vous... Or, je voudrais juste vous éveiller sur ce plan-là, ou en tout cas, vous interpeller. Il n'est pas possible de traiter la question de l'interculturel, de la laïcité, des valeurs et de leurs frictions, de leur façon de se frotter et de collaborer avec d'autres cultures si nous ne sommes pas tous d'accord sur un minimum qui s'appelle le cadre.

Ce cadre, s'il est « *pluriculturel* », cela veut dire que nous sommes tous d'accord sur le fait que nous sommes dans un système où coexistent des cultures entre elles et elles ne se partagent en rien. Certaines entreprises, certaines équipes fonctionnent ainsi.

Si nous sommes dans le cadre « *multiculturel* », on dira : « *Non, les différences culturelles dans notre structure, dans notre cadre, dans notre cercle, dans notre ensemble, dans notre nation ou dans ce que vous voulez, cohabitent. On peut faire des affaires, on peut se marier, on peut divorcer, on peut travailler, on peut faire plein de choses ensemble, mais attention, elles cohabitent, mais elles veulent changer le cadre.* » C'est l'Angleterre, multiculturelle qui a donné l'idéologie du multiculturalisme.

Et puis, il y a l'autre fonction qui dit : « *Oui, on cohabite, pas de problème. On est tous ensemble, mais on n'influencera pas le cadre. Le cadre d'accueil, on va se battre pour y ressembler le plus* ». S'adapter pour adopter. Là, on se rendra peut-être compte que la République française était « *interculturelle* » sans le savoir.

Mais le cadre, il faut que l'on soit d'accord. Un groupe qui n'a pas défini ce que mon vieux maître et ami, Bruno Étienne, appelait « *la cohérence des inférences* » – ou, pour le dire plus simplement, le plus petit dénominateur commun – s'il ne l'a pas fait, il ne pourra pas aller loin.

Nous avons une chance extraordinaire à l'heure où toutes les grandes démocraties du monde s'interrogent sur le cadre : à nous, la laïcité nous en donne un. Je sou mets cela à votre réflexion : aujourd'hui, nous avons une loi depuis le 8 août 2016, article 2 de la loi El Khomri, qui dit que l'on peut décréter la neutralité dans un espace privé. Cela vous fera vous interroger, pour ceux qui sont du privé dans la salle, sur ce qu'est un cadre. Il y a du travail !

La deuxième piste que je voudrais vous soumettre, c'est qu'à mon sens, la laïcité demain, c'est l'espace dans lequel nous aurons le plus de facilité, contrairement à ce que l'on peut croire, pour répondre aux besoins de satisfaction, donc de reconnaissance des gens.

La laïcité, c'est le cadre le plus simple pour créer de la satisfaction du besoin de reconnaissance. Pourquoi ? Il ne s'agit pas de religion, il ne s'agit pas d'histoire, il s'agit simplement du grand bain dans lequel nous flottons tous et qu'Emmanuel Todd appelle l'hypercapitalisme. Parce que cela s'accélère. L'hypercapitalisme, le capitalisme, c'est quoi ? C'est la maximisation sous contrainte.

Quand on travaille dans une structure où il faut gagner de l'argent, qu'est-ce que la maximisation sous contrainte ? Cela va contraindre mes raisons d'avoir quelque chose – de l'argent, un statut, un capital symbolique, ce que l'on appelle un capital culturel, un capital financier... Quelle est l'image que les autres ont de moi en fonction de ce que je fais dans mon travail ?

Mais cela contraint de plus en plus notre raison d'être. Or, la « *raison d'être* » aujourd'hui, c'est la demande la plus explosive que je rencontre dans mon métier. Les gens ne cessent de réclamer aussi – pas plus, pas moins, pas que, mais aussi – de la reconnaissance personnelle, professionnelle, *symbolique*.

De ce que j'en ai compris, un groupe humain, quel qu'il soit, qui arrive à créer les conditions d'une reconnaissance pacifiée utilise un moteur : la réciprocité. Il n'y a pas de reconnaissance sereine, apaisée, constructive dans un groupe s'il n'y a pas de principe de réciprocité entre les acteurs. Je ne vous parlerai pas de la RATP, car c'est sur la place publique : si, à un moment donné, je ne salue plus l'autre, je ne prends pas la place de l'autre dans les transports en commun parce que cet autre est une femme et que si elle a eu ses menstruations, je vais être impur, *etc.*, je casse de fait la réciprocité. Si je ne veux plus faire la bise ou serrer une main – personne ne peut m'imposer de faire la bise ou de serrer une main – je sais que je casse un principe de réciprocité. Je vais créer de l'animosité – « *a-nimosité* », avec ce « *a* » privatif : l'âme sans âme.

La reconnaissance dont nous avons tous besoin dans un monde qui bascule, d'hypercapitalisme, de contrainte de ce que nous sommes, va se révéler de plus en plus sur des questions identitaires alors que la clé est la réciprocité.

À ce jour, le peuple français – dans son génie ou son malheur, nous le verrons bien – a pensé que le cadre pouvait être la laïcité sur ce plan-là. Peut-on investir comme piste de demain que la laïcité est aussi l'espace des reconnaissances de chacun dans le respect de tous, sans penser le religieux ? Dans ce cas, on pourrait écrire un jeu de mots facile, « *laïcité* » en trois mots : « *la- y-cité* », où que nous soyons, tout le monde peut y citer. Cela veut dire que l'on devra travailler sur notre jugement et nos préjugés. Nous savons le faire, cela fait trente à quarante ans que nous savons le faire.

Troisième chose que je voudrais soumettre à votre réflexion : la laïcité comme vecteur d'une nouvelle forme d'identité. Dans la gestion du fait religieux, dans la pratique interculturelle, on s'aperçoit que, si l'on veut que deux identités se rapprochent, il faut qu'elles soient en mouvement. Or, la plupart du temps, les gens pensent qu'une identité, c'est quoi ? C'est une histoire plus une géographie. « *Je suis issu de telles choses, d'une ascendance, et je suis de tel lieu* », c'est normal : le lieu fait le lien, c'est normal ; l'ascendance dit des choses également.

Mais je voudrais vous soumettre une autre vision des choses parce que quand on veut rapprocher les gens dans un même espace et que ces gens sont différents, à quoi sert la laïcité en décrétant la neutralité des fonctionnaires ? C'est dire : « *On vous reconnaît tous tels que vous êtes. Il n'y a pas de soucis, venez tels que vous êtes* », à l'instar du slogan repris par une enseigne de grande gastronomie... mais qui a eu le nez de savoir que c'était un principe inconscient français très fort.

Pour venir tels que nous sommes, et être reconnus comme tels, il va falloir que chacun accepte de faire un petit mouvement. Ce n'est pas simplement de la tolérance, c'est aussi l'idée qu'une identité peut être dynamique. Je rappellerai pour la dernière fois celui que nous avons cité tout à l'heure, mon vieux maître Bruno Étienne, et qui disait dans un ouvrage, la grenade entrouverte au détour d'une phrase, « *Qu'est-ce qu'une identité ? C'est le croisement d'une histoire, d'une géographie et d'une cause. La laïcité en tant que telle est une cause permanente* ».

Si nous sommes vraiment laïcs, nous ne pouvons pas être dans une identité statique, parce que deux identités statiques ne se rapprochent pas, ne se parlent pas. Elles coexistent, elles ne cohabitent pas. Je pense que dans les milieux professionnels tels que je les vois, tels que je les accompagne, l'avenir appartiendra, et on le voit bien aujourd'hui dans tout ce qui jaillit, dans tout ce qui nous est donné, dans l'économie et dans les innovations sociales, même dans les innovations des neurosciences, tout ce que l'on apprend depuis quatre à cinq ans, c'est explosif ! : tout est dans le mouvement, on peut être d'une identité et dans un mouvement. On peut être des enracinés dynamiques, on peut être dans l'enracinement dynamique.

La laïcité est le seul cadre, à mon sens, aujourd'hui, qui permet une cause apaisée de chacun pour se retrouver dans un espace commun. Quand plusieurs causes se retrouvent dans un espace commun, comment font-elles pour s'entendre ? Il faut qu'elles soient toutes d'accord sur une chose : une vision. La laïcité, c'est quelque chose qui est lourd à porter parce que quand on épouse sérieusement le concept de laïcité, on sait que l'on doit porter une vision : une vision de l'homme, une vision de la relation humaine, un but toujours à atteindre.

C'est pourquoi je pense très sincèrement, alors que tout le monde nous dit que la laïcité est "has-been", que c'est de la "croyance à papa", je pense que demain, la laïcité est le seul espace dans lequel la créativité pourra être optimale, que ce soit dans le social, l'économique, le sociétal, peu importe.

En tout cas, partout où l'on voit des groupes qui ont instauré un esprit laïc – attention, cela ne veut pas dire « neutre » – et que certains nous disent : « *Vous savez, Monsieur, je n'appliquerai pas l'article de la loi El Khomri. Je vais donner la salle de prière, je suis d'accord pour que cela se passe dans mon entreprise, mais j'ai posé le cadre, j'ai expliqué. Cela va être serein, c'est créatif* », alors on éloigne les tensions, les énergies inutiles. D'autres diront : « *Moi, Monsieur, je veux la neutralité. Il est hors de question que le religieux entre dans ma structure* », comme dans la fonction publique où la règle sera appliquée à la lettre, et dans ce cas, c'est également un cadre qui est posé.

La laïcité permet à des énergies négatives, combatives, voire hostiles, de pouvoir transformer cela, quand elle est maîtrisée, en une énergie créatrice et libératrice. Je ne suis pas un illuminé, je suis un praticien. Cela fait des années que je ne fais que cela, et je considère aujourd'hui du haut de ma pratique – cela veut peut être dire du haut d'un tabouret de vingt centimètres de haut – que demain, la laïcité, en étant le seul, non pas rempart, non pas bouclier, mais le seul espace organisé où sont maîtrisés les dogmes, les croyances qui confisquent, les voies, les idées qui dessèchent, que la laïcité pourra donner à notre société non seulement la condition du vivre ensemble, mais de faire le pari que dans ce siècle, on aura encore quelque chose à dire aux autres et que l'on pourra libérer notre créativité.

Extrait de l'allocution de Pierre Dantin, Professeur des universités, Vice-Président de la Faculté des Sports (AMU)

Je crois qu'un des enjeux majeurs de la laïcité aujourd'hui est de prendre ce mot-valise comme un prétexte, comme un phénomène de rejet de l'autre, parce qu'une contre-idéologie est très facilement applicable sur une loi. N'oublions pas qu'en fait, la laïcité ne reste et ne demeure qu'une loi qui a une valeur de justice. Par contre, elle a une richesse extraordinaire : elle offre le chemin de la liberté, et aussi le chemin de l'égalité, parce que quiconque est libre de sa conscience et de son culte n'est pas contraint par une croyance qui vient polluer la réalité d'une institution qui lui permet d'être. Quiconque est égal devant la loi peut exister par lui-même de manière autonome, peut exister au nom de son combat et de la valeur de son combat.

Aujourd'hui, la plus importante des réalités qui s'opère devant nous, c'est que nous avons perdu deux notions. La première des notions, c'est que la norme ne rattrape pas et ne rattrapera jamais le phénomène d'éducation individuelle. Nous avons aussi peut-être oublié, dans la valeur républicaine – je vous retranscris rapidement ce qu'est notre république : une république une et indivisible, laïque de fait, démocratique et sociale – de donner l'arsenal symbolique qui est une évidence à la réalité de la laïcité en actes, et surtout, à sa solubilité, à sa compréhension, pour le gamin qui ne sait pas ce que fait l'autre et qui ne connaît pas encore la croyance.

Pour l'éducateur, qui, de toute façon, a son idéologie – et tant mieux, puisqu'elle lui est permise, mais une idéologie ne doit jamais devenir un dogme – en gardant à ceux à qu'il enseigne et ceux qu'il éduque leur capacité à rester eux-mêmes, leur capacité à être libres de leurs choix, mais à être convaincus que faire ensemble, c'est bien là l'axe de tout élan républicain.

Aujourd'hui, je veux simplement vous dire que, selon moi, la valeur à réveiller est la valeur de fraternité. La fraternité n'est absolument pas une valeur soluble dans la loi, mais elle se vit en actes, en dons et contre-dons. Je rejoins Alain, qui parlait de réciprocité. Je crois que le moteur de la fraternité est non pas d'appartenir à une obédience quelle qu'elle soit, mais simplement d'avoir conscience de la réalité du respect de l'autre, parce qu'en respectant l'autre, on se respecte soi.

Vous me direz « *ces phénomènes d'éducation sont-ils solubles dans des pensées extrêmes ?* ». Bien sûr que non, mais si elles prévalent, elles évitent des débats douteux à des endroits où ils ne devraient pas exister. En fait, le danger le plus absolu de tout obscurantisme est de venir brouiller la compréhension ce qui est un socle républicain. Si nous n'y prenons pas garde et si nous continuons – et nous sommes en train d'être contaminés par cet effet – à tout contester sur des prétextes idéologiques qui ne reposent sur aucun construit si ce n'est le simple désir de s'affronter, nous en arriverons à oublier la pertinence, la réalité de ce pour quoi nous sommes l'humanité : l'humanité, c'est la fraternité et ce n'est rien d'autre.

La fraternité n'est pas soluble dans la loi : c'est une injonction dont nous avons non seulement tous besoin, mais que nous avons tendance à oublier autour de certains débats politiques qui, pour ne rien vous cacher, me navrent d'autant plus que nos illustres prédécesseurs ont tout fait pour qu'ils puissent exister. Mais cela n'engage que moi.

Sur les enjeux éducatifs et les capacités que nous avons à pouvoir influencer, à pouvoir nourrir cette laïcité en actes, j'ai choisi depuis longtemps un omnibus : j'ai choisi le sport. Non pas que le sport soit à l'abri du communautarisme, loin s'en faut : il est aussi un outil extraordinairement porteur pour toute capacité à aliéner l'autre. Il suffit d'avoir des éducateurs qui soient porteurs de contre-valeurs pour que la contre-valeur soit érigée en dogme, voire même en culture, du club dans lequel explosera la pratique de cet éducateur.

Personnellement, j'ai vu autre chose. J'ai vu trois aspects : un premier aspect, c'est qu'à un niveau de compréhension faible, si je ne sais pas à qui m'adresser et que je ne comprends pas, il reste ce que je ressens. Or, un vestiaire, comme un terrain, quel qu'il soit, c'est l'univers du sensible, et le sensible, c'est le gain de la bataille individuelle. C'est la capacité que l'on a à convaincre l'autre, même s'il ne sait pas. C'est un premier aspect.

Le deuxième aspect, c'est forcément aussi une volonté d'appartenance. Non pas appartenir à cette grande chose une et indivisible que j'ai toujours eu du mal à caractériser. Pour ne rien vous cacher, mes cours d'éducation civique me faisaient peur parfois, parce que j'avais du mal à comprendre ce qu'étaient l'incivilité, le civisme, et je bataillais ferme pour me dire que j'étais un citoyen. Mais qu'on m'explique ce que veut dire être citoyen : on ne l'explique pas, on ne l'explique plus, ou alors on l'explique mal.

La réalité du sport, la réalité de faire vestiaire, c'est accepter l'altérité de l'autre. C'est donc accepter ses croyances, ses contre-croyances ; c'est peut-être accepter qu'il ne vienne pas se doucher, mais qu'il garde son caleçon, parce que quelque part, cela fait aussi partie de son altérité. Accepter l'autre tel qu'il est, c'est non plus seulement parler de respect et de tolérance, mais aussi le produire en actes.

Le troisième aspect, et non des moindres, est que je me suis très vite aperçu que l'image sportive avait colonisé la société. Elle l'a même cannibalisée et elle a d'ailleurs un "effet bœuf" sur pratiquement toutes les logiques de politique publique. En fait, c'est un enjeu de représentation sociale. Or, la représentation sociale caractérise ce que l'on appelle un « *instituant imaginaire* » : cette capacité à nous imaginer pour mieux tolérer des réalités qui sont parfois faites d'inégalités, certainement faites de complexité absolue, qui nous permette de fédérer autour d'objets symboliques communs.

Il existe deux vecteurs majeurs de ces instituants imaginaires : le sport – le sport de haut niveau, son iconographie – et la culture, notamment la musique. Nous le vivons actuellement : rares sont les personnes qui n'ont pas été affectées par le décès de Johnny Halliday. Pourquoi ? Parce qu'en fait, chacun a besoin d'un repère identitaire qui caractérise une partie de son affect. Cela s'appelle un « *délégué narcissique* ». Quand nous avons perdu Johnny Halliday, dans une approche intergénérationnelle, nous avons vu disparaître un délégué narcissique. C'est quelqu'un qui nous amène à croire à autre chose, quelqu'un qui fédère. Je ne vous raconte pas l'iconographie du monde sportif. Elle est produite à grand renfort d'images par le sport professionnel, par la surmédiatisation...

Il me semble donc que l'enjeu de notre réalité, de la laïcité en actes, est un enjeu de reprise en main de la relation fraternelle. La relation fraternelle, c'est parler à l'individu, et non parler au groupe. C'est rappeler à chaque individu qu'il a une réalité d'être et un chemin à faire dans notre société.

Vous me direz : « *Tu es gentil avec tes discours logorrhéiques, où, finalement, tu racontes une histoire que nous avons tous envie d'entendre...* ». Non, je suis aussi un pur produit de cela. Si je n'avais pas eu le sport... J'avais une fierté d'appartenance à un club, je vivais dans un quartier populaire mais où la valeur travail était omniprésente. Et, quand tout se désagrège et que les phénomènes d'inégalité sont très présents, il reste le rapport à l'autre.

Le rapport à l'autre n'est pas une volonté de se dédouaner en légiférant. Ce n'est pas une volonté dogmatique de venir raconter « *Nous, nous savons répondre* ». Le rapport à l'autre, c'est vraiment l'écoute de l'autre, c'est vraiment l'attention, c'est vraiment le respect de son altérité, mais c'est aussi et surtout la capacité à le considérer comme important, en défiant nos préjugés. Or, qu'est-ce qui défie nos préjugés ? C'est la compréhension. Et qu'est-ce que la compréhension ? Ce n'est ni plus ni moins que la capacité à restaurer, non pas ce que l'on croit qu'est la laïcité, non pas ce que l'on croit qu'est la fraternité, mais ce qu'est la laïcité et ce qu'est la fraternité. Sinon nous restons à notre tour dans un débat de fausses croyances et nous en arrivons presque à avoir une religiosité de la laïcité et une religiosité de la fraternité qui entraîne tous les replis communautaires.

Nous devons re-séculariser la valeur de fraternité. Nous devons réapprendre à la comprendre, nous devons l'avoir en actes – et pas l'acte qui nous désengage systématiquement dès lors qu'existe une cause ou un problème social important, qui nous persuade nous fraternisons en donnant quelques deniers et en nous couchant tranquillement le soir, conscients que nous espérons en contrepartie un effet conjuratoire, expiatoire et surtout incantatoire : « *Pourvu que cela ne m'arrive pas !* »...

Je crois que la valeur sportive, en l'occurrence, tout ce que l'on attribue au sport n'est ni plus ni moins qu'un objet, un médium, un peu à l'image de la laïcité. Il me semble en effet que, comme pour le sport, « *laïcité + volonté de fraterniser* » est un axe relativement fort. Pourquoi ? Parce que nous avons tous besoin de faire ensemble, et c'est là qu'existe le grand paradoxe. Sauf que, très souvent, le débat public oublie le besoin parce qu'il satisfait non plus le besoin de l'individu, mais la réalité d'un groupe social. Or, quand les groupes sociaux s'affrontent, la plupart du temps, ils remettent en cause tout ce qui fait le fondement d'une union, tout ce qui fait le fondement d'un peuple. Or, le peuple, ce n'est ni plus ni moins que parler à l'autre.